Droit pénal des affaires, enquête interne & compliance

Services & track record



ØSTEN

Notre ADN

Page 3

Nos services & produits

Page 9

Track record / réf

Page 18

Presse / Procès

Page 34

Raison d'être

OSTEN est un cabinet d'avocats français indépendant dédié à la défense pénale, au contentieux des affaires et à la conformité.

Les associés du cabinet disposent d'une expérience solidement établie dans leurs domaines, particulièrement dans les secteurs du retail, de l'industrie, du BTP et dans le secteur public.

Avec une équipe unie et resserrée, le cabinet offre un contact direct et un accompagnement personnalisé à ses clients, sociétés françaises ou étrangères, dirigeants, actionnaires ou préposés.

Le cabinet propose une politique d'honoraires prévisible et adaptée à la complexité de chaque dossier.



ADN

La double culture du contentieux et de la conformité

OSTEN intervient quotidiennement auprès des juridictions pénales et commerciales et représente ses clients devant les autorités de régulation.

Les avocats du cabinet définissent les stratégies pré-contentieuses et gèrent toute situation d'urgence ou de crise, d'atteinte à l'image ou à la réputation.

Ils conseillent leurs clients en matière de conformité notamment pour l'interprétation de leurs obligations légales et règlementaires ou des lignes directrices et publications de régulateurs. Le cabinet participe à la mise en place de procédures internes en particulier en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, de lutte contre la corruption et le trafic d'influence, et d'éthique professionnelle.

OSTEN a développé une expertise pointue et reconnue en matière d'enquêtes internes et de mise en place de circuits de délégations de pouvoirs.

Les associés du cabinet disposent également d'une expertise singulière dans des dossiers multi-juridictionnels.

Cette double culture contentieux et conformité permet au cabinet d'intervenir dans le cadre d'une approche transversale du contentieux, de la prévention à la remédiation.

Positionnement

Un cabinet dédié aux situations à risque pénal élevé.

Nous intervenons lorsque l'entreprise, ses dirigeants ou ses équipes se trouvent confrontés à des **enjeux pénaux majeurs** : enquêtes sensibles, accusations de fraude, corruption, harcèlement, accidents graves du travail, procédures devant les régulateurs ou les juridictions pénales et commerciales.

Nous accompagnons principalement des :

- **Groupes internationaux, ETI et PME structurées**
- **Collectivités territoriales, Chambres de commerce, Hôpitaux**
- **Dirigeants, administrateurs, cadres dirigeants, DRH, DJ, compliance officer, délégataire.**

Notre signature : une **défense stratégique, discrète et opérationnelle**, à la croisée du **pénal des affaires**, de la **compliance** et des **risques commerciaux et sociaux**.

Droit pénal des affaires

Nous couvrons l'ensemble du spectre du **droit pénal de l'entreprise** et de la régulation :

- **Infractions financières, comptables et de gestion :**
  Abus de biens sociaux, abus de confiance, escroquerie, fraude interne/externe, banqueroute, présentation ou publication de comptes inexacts, détournements de fonds, gestion frauduleuse ou déloyale.
- **Corruption, trafic d'influence et favoritisme :**
  Dossiers de corruption active ou passive, trafic d'influence, favoritisme et recel de favoritisme, en France et à l'international, y compris dans le cadre de marchés publics et de relations avec des agents publics.
- **Blanchiment et fraude fiscale / douanière :**
  Blanchiment de capitaux, blanchiment douanier, fraude fiscale simple ou aggravée, montages complexes, flux transfrontaliers (dossiers PNF et JIRS).
- **Pratiques commerciales trompeuses et infractions économiques :**
  Pratiques commerciales trompeuses, infractions de consommation, non-respect de la réglementation économique, tromperies en matière de produits ou de services.
- **Cybercriminalité & fraudes numériques :**
  Fraude aux moyens de paiement, "fraude au président", piratage de systèmes d'information, vols de données, extorsion numérique, responsabilité pénale liée à la sécurité des systèmes.

Droit pénal du travail & risques graves sociaux

Nous disposons d'une expertise pointue dédiée en droit pénal du travail,

- **Santé, sécurité, accidents du travail et accidents industriels**
  Homicides et blessures involontaires, infractions aux règles de sécurité, délits en matière d'hygiène et de sécurité.
- **Harcèlement et discriminations**
  Poursuites et enquêtes relatives au harcèlement moral ou sexuel, discriminations.
- **Travail dissimulé et prêt illicite de main-d'œuvre**
  Travail dissimulé, dissimulation d'emplois ou d'heures, prêt illicite de main-d'œuvre, marchandage, infractions liées à la sous-traitance, l'intérim et l'externalisation.
- **Entrave & infractions liées au CSE**
  Délit d'entrave aux institutions représentatives du personnel, infractions liées au fonctionnement du CSE, à l'information/consultation, et aux procédures obligatoires en cas de restructuration ou de PSE.

Contentieux civils et sociaux liés aux manquements

Nous assistons également les employeurs dans tous les contentieux civils associés au pénal et plus spécialement en droit du travail (conflit complexe avec les IRP, harcèlement, discrimination, privacy), en droit de la sécurité sociale (contentieux URSSAF et de la faute inexcusable) et en droit commercial.


Services

Audit & cartographie du risque pénal

Objectif : disposer d'une vision claire des zones de vulnérabilité pénale de l'entreprise.

- **Audit du risque pénal des affaires**
  Revue des processus clés (commercial, financier, achats, direction générale) sous l'angle des infractions économiques, de corruption, de fraude, de blanchiment.
- **Cartographie des risques pénaux du travail**
  Analyse des risques liés à la santé-sécurité, à l'organisation du travail, aux pratiques managériales, à la sous-traitance et à l'emploi (intérim, plateformes, prestataires).
- **Plan d'actions & recommandations**
  Restitution structurée, priorisation des risques, recommandations concrètes (procédures, délégations de pouvoirs, adaptation des contrats, gouvernance).

Programmes de conformité & éthique des affaires

Objectif : réduire le risque de mise en cause pénale par des dispositifs robustes.

- Mise en place ou mise à niveau des **programmes anticorruption** (loi Sapin II), procédures LCB-FT et dispositifs de vigilance, en cohérence avec les meilleures pratiques de la place.
- Conception et rédaction de codes de conduite, politiques cadeaux/invitations, conflits d'intérêts, sponsoring, mécénat, relations avec les intermédiaires.
- Mise en place de **procédures d'alerte interne** (lanceurs d'alerte) et de traitement des signalements, y compris en matière sociale (harcèlement, discriminations, RPS).
- Structuration et sécurisation des **délégations de pouvoirs** en matière de pénal des affaires, de pénal du travail, de sécurité et d'environnement.

Enquêtes internes

Nous conduisons des **enquêtes internes structurelles** dans des contextes à enjeux : corruption, fraude, harcèlement, accidents graves, RPS (lanceur d'alerte, auto-saisine ou signalement extérieur).

- Définition du périmètre, du mandat, de la gouvernance et du calendrier
- Interviews des collaborateurs, revue documentaire & e–discovery ciblée
- Analyse juridique pénale et sociale des faits
- Rédaction de rapports d'enquête actionnables (factuel + analyse + recommandations)
- Coordination avec les autorités (régulateurs, parquet, inspection du travail) lorsque cela est stratégique

Gestion de crise & défense pénale

Nous assurons un accompagnement complet à chaque étape :

- **Avant les poursuites**
  - analyse des premiers signaux faibles ou révélations (audit interne, lanceur d'alerte, inspection du travail, rapport d'expert, médias) ;
  - stratégie de communication judiciaire et institutionnelle.
- **Enquête & instruction**
  - assistance lors des **perquisitions** (siège, filiales, domiciles, serveurs) ;
  - accompagnement aux **auditions, gardes à vue, confrontations** ;
  - coordination des réponses avec les autres conseils (communication, experts techniques, experts HSE).
- **Défense devant les juridictions & régulateurs**
  - défense de l'entreprise et/ou des dirigeants devant le tribunal correctionnel et les juridictions spécialisées ;
  - représentation dans les procédures devant l'AMF, l'ACPR, la CNS, l'AFA ou autres autorités.
- **Mécanismes transactionnels & CJIP**
  Assistance dans le cadre des **conventions judiciaires d'intérêt public (CJIP)**, négociations avec le parquet, articulation avec la communication externe et interne.



Produits

PROTECTION INTÉGRALE

- Cartographie des risques pénaux
- Revue des délégations de pouvoirs
- Mise en place des procédures essentielles (corruption, sécurité, harcèlement, alertes)
- Hotline pénale dirigeant / DRH / HSE pour les situations sensibles

Le + : Forfait unique ajusté à la taille de la société

GESTION DE CRISE

- Kit de gestion de crise en cas d'accident mortel ou grave
- Assistance sur place (réquisitions, enquête police/gendarmerie, inspection du travail)
- Coordination avec la direction, les IRP et la communication
- Défense pénale de la société et des dirigeants jusqu'à l'audience

Le + : Détachement d'un avocat dédié à la crise durant plusieurs jours



Références : contentieux

Droit pénal financier et boursier

- Défense d’un actionnaire minoritaire d’une société côté dans le cadre d’une situation de manipulation de cours (Tribunal Judiciaire de Paris - pôle financier).
- Défense d’une société victime d’une fraude interne de plus de 600 000 €. (Tribunal Judiciaire de Lille - section financière).
- Défense d’une société dans le cadre d’abus de biens sociaux imputables à son ancien directeur général à hauteur de 4 millions d’euros (Tribunal Judiciaire de Lille - section financière).
- Défense d’un collectif d’investisseurs victime de placements frauduleux à hauteur de plusieurs millions d'euros. (Tribunal Judiciaire de Castres).

Droit pénal de la concurrence et de la consommation

- Défense de dirigeants d'une société de fabrication de masques FFP2 au titre des pratiques commerciales trompeuses. (Tribunal Judiciaire de Lille - section financière et économique).
- Défense d'une société spécialisée dans la rénovation et les PAC au titre des pratiques commerciales trompeuses imputables à ses commerciaux. (Tribunal Judiciaire de Lille - section financière et économique).
- Défense d'un collectif de 85 investisseurs victimes de pratiques commerciales trompeuses et d'abus de confiance imputables à un promoteur immobilier. (Tribunal Judiciaire de Lille - section financière et économique).
- Défense d'un dirigeant d'un bureau d'étude technique pour abus de position dominante. (Tribunal Judiciaire de Dunkerque, Cour d'appel de Douai).

Corruption et probité

- Défense d'une société victime d'actes de corruption privée en son sein. (Tribunal Judiciaire de Lille - section financière et économique).
- Défense d'un Maître d'œuvre accusé de recel de favoritisme et de trafic d'influence (Tribunal Judiciaire de Béthune).
- Défense d'un ancien dirigeant d'un club de football professionnel dans le cadre de règlements de commissions occultes liées à des transferts de joueurs (Tribunal Judiciaire de Marseille - pôle financier).
- Conseil d'une chambre de commerce (CCI) sur l'ensemble des sujet liés à la probité (conflits d'intérêts, favoritisme, trafic d'influence…).

Cybercriminalité et fraude aux instruments de paiement

- Défense dans le cadre d'opérations de paiement non autorisées : fraude au président, faux ordres de virement.
- Défense en matière d'accès frauduleux à un SI d'une société de la distribution (Tribunal Judiciaire de Lille - section financière et économique).
- Assistance de plusieurs dirigeants victimes de cyberharcèlement et usurpation d'identité (Tribunal Judiciaire de Lille - section financière et économique).

Droit pénal fiscal et douanier

- Défense d'un dirigeant poursuivi pour fraude fiscale (fraude majeure à la TVA) (Tribunal Judiciaire de Dunkerque).
- Défense d'un dirigeant poursuivi pour fraude fiscale (montage juridique visant à éluder l'impôt avec plusieurs éléments d'extranéité) (Dossier "PNF" - Tribunal Judiciaire de Paris).
- Assistance à contrôle L16B au sein de plusieurs grandes sociétés.

Droit pénal du travail et infractions non intentionnelles

- Harcèlement moral ou sexuel, discrimination syndicale, délit d'entrave. Très nombreux dossiers plaidés en défense à travers la France.
- Accident du travail mortel ou très grave (ITT sup à 3 mois) : défense de très nombreuses entreprises ou dirigeants / délégataires à travers la France.
- Accompagnement d'une société de consulting dans le cadre d'un dossier de travail dissimulé (détachement au long cours) (Tribunal Judiciaire de Lille).
- Défense d'une société de transformation de la viande poursuivi pour prêt illicite de main d'oeuvre (détachement au long cours) (Tribunal Judiciaire de Lille).
- Défense d'un cadre dirigeant d'une société de production employant des intermittents du spectacle (marchandage, escroquerie) (Tribunal Judiciaire de Lille).

Droit pénal commun appliqué à l'entreprise

- Défense de salariés victimes d'agressions sur le lieu de travail (de manière institutionnalisée pour un groupe bancaire, de manière ponctuelle pour un groupe de la distribution).
- Défense de très nombreuses sociétés dans le cadre de fraudes internes et externes : vol, escroquerie, abus de confiance (de manière très régulière, pour plusieurs groupes internationaux de la distribution).
- Défense d'une société exploitant un site e-commerce spécialisé dans le vapotage dans le cadre d'une violation de la Loi EVIN sur la publicité (Tribunal Judiciaire de Lille).

Contentieux réglementaire

- Défense devant la Commission Nationale des Sanction (CNS) de Bercy (Ministère de l'économie et des finances) au titre d'un défaut de programme de conformité LCB-FT / gels des avoirs, d'une agence immobilière (réseau national d'agences immobilières).
- Défense devant l'AMF (Autorité des marchés financiers) : manquement d'initié imputable à un dirigeant d'une société de la distribution.

Contentieux civils et commerciaux liés aux pratiques restrictives de concurrence

- Accompagnement d'une ETI industrielle - Ruptures brutale des relations commerciales établie .
- Pratiques restrictives de concurrences : accompagnement d'une ETI industrielle dans la contestation de conditions imposées par un donneur d'ordre de premier plan.

Contentieux commercial : sanctions

- Fautes de gestion des dirigeants - responsabilité pour insuffisance d'actif, sanctions personnelles.



RÉFÉRENCES : CONSEIL

Conformité : anticorruption, vigilance, LCB-FT

- Conseil de plusieurs sociétés de BTP d'importance régionale : implémentation de plusieurs programmes complets anti-corruption « SAPIN II » (2019 à 2024).
- Conseil d'une société spécialisée dans les énergies renouvelables : implémentation d'un programme anti-corruption « SAPIN II » (2021).
- Conseil d'une société spécialisée dans les EHPAD: implémentation d'un programme anti-corruption « SAPIN II » (2021).
- Conseil d'une agence d'un réseau premium d'agence immobilière – implémentation d'un programme LCB-FT (2024).
- Conseil d'une société du textile : programme de formation à la Loi sur le devoir de vigilance (2023).
- Conseil d'une Chambre de Commerce et d'Industrie : programme de formation à la Loi Sapin II (2024).

Délégation de Pouvoirs et gouvernance

- Mise en place d'un circuit de délégation de pouvoirs dans un groupe international de la distribution - (C.A : 16 milliards €).
- Mise en place d'un circuit de délégation de pouvoirs dans un groupe international de la fourniture d'énergie (C.A : 550 millions €)
- Appui à la mise en place d'un circuit de délégation dans de très nombreuses sociétés (PME et ETI) du secteur retail, industrie, IT et BTP.

Enquêtes internes

- Enquête interne pour corruption (groupe majeur de la distribution - 2024).
- Enquête interne pour harcèlement sexuel (En appui, groupe de le la distribution - 2025).
- Enquête interne pour harcèlement moral (Centre Hospitalier régional, Région, plusieurs communes- 2024)
- Enquête interne pour RPS (fonction publique hospitalière - 2025)


Formations

Nos formations

- Les infractions clefs en droit pénal de l'entreprise (durée : 3h)
- Maîtriser les investigations en entreprises (durée : 3h)
- Comprendre et implémenter les délégations de pouvoirs en entreprise (durée : 3h)
- La lutte anti-corruption en entreprise (durée : 3h)
- La lutte anti-corruption dans le secteur public (durée : 3h)
- Comprendre et développer le devoir de vigilance et la CS3D (durée : 3h)
- Assurer la fonction de commandement dans la sécurité dans le secteur BTP (durée : 7h)
- Les accidents graves du travail : prévention et gestion du risque pénal (durée : 7h)
- Mener des enquêtes internes en entreprise (durée : 7h)



Presse / Procès

https://www.lavoixdunord.fr/1173842/article/2022-05-02/marcq-en-baroeul-tourcoing-la-lente-chute-aux-enfers-d-un-cabinet-de-radiologie

https://www.lavoixdunord.fr/69043/article/2016-11-04/ps-du-nord-un-proces-qui-ravive-les-rivalites-et-pourrait-couler-les-finances

https://www.lavoixdunord.fr/1227050/article/2022-09-11/merville-apres-quatorze-ans-la-justice-abandonne-les-poursuites-contre-jack

https://www.lavoixdunord.fr/1262013/article/2022-12-03/marcq-en-baroeul-une-entreprise-condamnee-pour-fraude-au-chomage-partiel-covid

https://www.ouest-france.fr/societe/justice/nord-83-ans-elle-se-promene-avec-830-000-euros-dans-un-sac-poubelle-5301544

https://www.lavoixdunord.fr/314836/article/2018-02-10/les-proprietaires-du-site-motte-cordonnier-victimes-d-une-escroquerie

https://www.lavoixdunord.fr/314867/article/2018-02-10/l-etrange-rencontre-entre-l-ancien-juge-dechu-et-le-businessman-habitue-des

https://www.lavoixdunord.fr/154980/article/2017-04-28/les-briqueteries-du-nord-jugees-deux-fois-en-quelques-mois-pour-des-accidents

https://www.20minutes.fr/justice/2147435-20171009-nord-octogenaire-interpellee-830000-euros-liquide-sac

https://www.lavoixdunord.fr/1477073/article/2024-06-26/de-lourdes-amendes-requises-sept-ans-apres-le-deces-d-un-ouvrier-sur-un-chantier

https://www.lavoixdunord.fr/703483/article/2020-02-01/reforme-des-retraites-les-avocats-organisent-un-concours-d-eloquence-de

https://www.nordlittoral.fr/176583/article/2023-06-11/tribunal-une-entreprise-de-blendecques-jugee-apres-un-grave-accident-du-travail

https://www.ledauphine.com/savoie/2018/09/22/une-palette-avait-mortellement-ecrase-un-chauffeur

https://www.lexpress.fr/societe/henin-beaumont-debut-du-proces-de-l-ancien-maire-aucun-caractere-politique-insiste-le-tribunal_2001287.html

https://www.lavoixdunord.fr/1624570/article/2025-09-14/chute-d-un-gradin-au-channel-de-calais-en-2015-le-tribunal-va-juger-l-affaire

https://www.lavoixdunord.fr/931208/article/2021-02-06/listeria-dans-du-saumon-et-etiquettes-trompeuses-le-gerant-de-deux-entreprises

https://www.lavoixdunord.fr/932802/article/2021-02-09/l-ancien-directeur-des-services-d-hesdin-condamne-par-le-tribunal-pour-faux-en

https://www.lepoint.fr/societe/o-vieillesse-ennemie-concours-d-eloquence-des-avocats-lillois-contre-la-reforme-des-retraites-07-02-2020-2361655_23.php

https://www.lagazettefrance.fr/article/les-futurs-tenors-du-barreaulillois-recompenses

https://www.argusdelassurance.com/reglementation/analyse/loi-sapin-obligation-de-conformite-et-lutte-anticorruption.120190

Thibaud Lemaitre, est avocat depuis 2008, associé du cabinet OSTEN et inscrit au barreau de Lille.

Il exerce en droit pénal des affaires et en conformité. Il est spécialisé dans les contentieux à haut risque pour les sociétés et les dirigeants, tant en phase de prévention qu'en phase contentieuse.

Avant de co-fonder OSTEN , il a commencé sa carrière aux Etats-Unis (Damon Barclay LLP), avant de rejoindre le premier cabinet d'avocats d'affaire français (Fidal).

Il enseigne le droit pénal des affaires à l'EDHEC Business School ,à la faculté de Droit de l'Université catholique de Lille et à l'école des avocats (défense pénale des dirigeants). Il enseigne la compliance "RSE" à l'IAE de Lille. Il intervient régulièrement dans divers colloques et manifestations et a publié de nombreux articles en droit pénal des affaires.

Il est ancien Secrétaire de la Conférence (2012), ancien membre du conseil de l'ordre (2018-2020), ancien représentant de l'incubateur Fintech/legaltech pour le barreau de Lille (2020-2021), membre du Conseil Régional de Discipline des avocats près la Cour d'appel de Douai (depuis 2021) et ancien lauréat des trophés AFJE (corporate, 2017)



Diplômes :

CAPA (2008)
Master 2, Droit pharmaceutique (Aix-Marseille, 2008)
M1, Droit privé (Lille, 2006)

Alexandre Beaurain , est avocat et inscrit au barreau de Lille depuis 2026.

Il exerce en droit pénal des affaires et en conformité.

Il est particulièrement qualifié en droit pénal fiscal et financier.

Avant d'intégrer OSTEN , il a travaillé au sein de nombreuses directions fiscales : Crédit Agricole CF (2024), Lyreco (2023) , Heineken France (2022) et Fayat (2021).

Alexandre BEAURAIN est ancien militaire, Fusilier Marin affecté à la base navale de Brest.



Diplômes :

CAPA (2025)
Mastère spécialisé - Gestion fiscale des entreprises (SKEMA Business school, 2020)
M1, Droit privé (Lille, 2019)

ØSTEN

CONTACT

tlemaitre@osten-avocats.com
abeaurain@osten-avocats.com
contact@osten-avocats.com

+33 6 84 76 36 91



257 avenue de la république - La Madeleine (siège social)
10 rue de Chantilly - Paris
Tour Part Dieu - Lyon
8 quai de rive neuve - Marseille

www.osten-avocats.com